



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240223-230220246-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/02/2024

Publication : 01/03/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES **DU BUDGET PRINCIPAL DU CCAS DE ROUEN** **POUR L'EXERCICE 2024**

Table des matières

Introduction :	2
I – LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2024	2
La situation économique et le contexte local	2
II – RETROSPECTIVE 2020-2023	3
1- Evolution des effectifs	3
2- Situation financière	4
a) Les résultats	4
b) Les ratios de gestion	5
c) La situation de la dette	6
III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CCAS DE ROUEN POUR 2024	6
1- La section de fonctionnement	7
a) Les recettes de fonctionnement prévues en 2024	7
b) La nécessaire régulation de la masse salariale	9
c) Les dépenses de fonctionnement hors personnel	9
2- La section d'investissement	11
3- Les missions développées	12
a) Une mission quotidienne d'accompagnement social et d'aide à l'accès aux droits et d'actions créatrices de lien social	12
b) La lutte contre l'isolement des personnes âgées et la prévention de la perte d'autonomie	13
c) Le renforcement de la réussite éducative, de l'insertion professionnelle et de l'accès à l'emploi des Rouennais	14
d) La politique d'accueil en faveur des migrants	14
e) L'accompagnement de l'évolution du territoire :	15

Introduction :

Le décret n°216 – 841 du 24 juin 2016 précise que, pour les CCAS des communes de plus de 10 000 habitants, le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) doit présenter l'évolution des dépenses et des effectifs, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le ROB constitue la première étape de la préparation annuelle du budget primitif pour le CCAS de Rouen. Il permet aux membres du conseil d'administration de débattre sur l'évolution des finances du CCAS lors d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Il permet aussi d'aborder le contexte général d'élaboration du projet de budget pour 2024. La préparation du budget prévisionnel est conditionnée par des facteurs externes liés aux conditions économiques générales et aux divers financeurs du CCAS, en premier lieu la Ville. Le ROB permet également de présenter la rétrospective 2020-2023.

I – LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2024

La situation économique et le contexte local

Après des années 2022 et 2023 qui ont bouleversé les équilibres financiers des collectivités locales, les perspectives suivantes se dégagent pour 2024 :

- Un contexte de ralentissement de la dynamique de croissance : croissance limitée à +0.8 % selon l'OFCE en 2023. Une remontée du taux de chômage est prévue en 2024. Les taux d'intérêt et la dette publique connaissent une croissance continue.
- Un contexte inflationniste se maintenant depuis plusieurs mois : la hausse des prix à la consommation s'établissait à +3.1 % sur un an en janvier 2024 et pourrait s'établir autour de 3% en 2024 selon la BCE. L'inflation, bien que moins importante qu'en 2022 / 2023, pèse toujours sur les ménages les plus modestes.
- Pour les publics précaires, les postes de dépenses contraints (énergie, logement, alimentation) prennent de plus en plus d'importance dans le budget des ménages. Les inégalités s'accroissent de nouveau en France depuis 2021.

Le diagnostic sociodémographique effectué en 2023 dans le cadre de l'Analyse des Besoins Sociaux réalisée par le CCAS a confirmé une précarisation grandissante de nombre d'habitants de la commune avec une attention particulière à porter aux personnes seules et aux familles monoparentales.

Le CCAS doit par conséquent faire face à l'évolution des besoins de ses publics tout en pilotant son activité dans un contexte financier fragile : évolution de la masse salariale (hausse du point d'indice, et autres éléments de rémunérations), inflation générale subie sur l'ensemble de ses budgets et augmentation constante des subventions d'équilibre à ses budgets annexes.

II – RETROSPECTIVE 2020-2023

1- Evolution des effectifs

	Janv-20	Déc-20		Janv-21	Déc-21		Janv-22	Déc-22		Janv-23	Janv-24
Catégorie	Prévu au budget en ETP	Nbre agents	ETP	Prévu au budget en ETP	Nbre agents	ETP	Prévu au budget en ETP	Nbre agents	ETP	Prévu au budget en ETP	Prévu au budget en ETP
Titulaires et stagiaires	92.34	75	71.45	90.1	62	59.88	83.9	63	60.4	85.8	83.3
CDI					1	1		2	2		
Contractuels sur poste		13	12.6		12	11.4		13	12.8		
Contractuels remplaçants		4	2.85		3	0.96		4	4		
Emplois Avenir											
Apprentis											
CUI/CAE											
TOTAL	92.34	92	86.9	90.1	78	73.24	83.9	82	79.2	85.8	83.3

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2020 à 2021	Suppression	Création
Création 1 ETP Responsable SAIS		1
Création 0.5 ETP Responsable EHPA		0.50
Création 0.5 ETP Responsable CLIC, aide sociale légale		0.50
Suppression des ETP emplois aidés CAL	2.85	
Transfert à la ville de 1.39 ETP agent entretien	1.39	
Suppression de 5 ETP cellule ressources humaines – transfert ville	5	
Suppression de 2.5 ETP cellule finances – transfert ville	2.5	
TOTAL	11.74	2.00

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2021 à 2022	Suppression	Création
Chargé de mission Cité lab	0.60	
Référent migrants		1
TOTAL	0.60	1

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2022 à 2023	Suppression	Création
Création 1 ETP Responsable administratif et financier		1
Création 1 ETP Responsable SAAD		1
Suppression 0.1 ETP agent entretien remplaçant	0.10	
TOTAL	0.10	2,00

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2023 à 2024	Suppression	Création
Agent d'accueil maison du plateau – transfert ville DSCS de Rouen	1	
Adjoint technique – suppression téléalarme	1	
Adjoint administratif – transfert CLIC	0.5	
TOTAL	2.50	

2- Situation financière

a) Les résultats

Les résultats d'exécution présentés pour l'année 2023 dans le tableau ci-dessous restent prévisionnels et pourraient, par conséquent, encore légèrement évoluer.

Fonctionnement	CA 2021	CA 2022	Total voté 2023	CA prévisionnel 2023	Taux d'exécution prévisionnel	Evol. % CA22/CA23
Dépenses	6 038 906.55	6 625 951.20	7 092 841.90	6 566 560.56	92.58%	-0.90%
011 - Charges à caractère général	987 196.03	1 061 814.53	1 099 965.65	925 556.36	84.14%	-12.83%
012 - Charges de personnel	3 921 820.89	4 262 405.51	4 601 506.79	4 542 497.60	98.72%	6.57%
65 - Autres charges de gestion courante	944 522.28	1 059 178.85	1 185 749.35	903 841.72	76.23%	-14.67%
66 - Charges financières	15 900.69	14 118.10	20 543.00	20 238.52	98.52%	43.35%
67 - Charges exceptionnelles	5 954.31	298.94	23 973.11	15 677.37	65.40%	5144.32%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	163 512.35	228 135.27	161 104.00	158 748.99	98.54%	-30.41%
Recettes	6 093 686.91	6 180 464.09	7 092 841.90	6 409 127.98	101.65%	3.70%
002 - Résultat de fonctionnement reporté	0.00	0.00	787 457.90	pas d'exécution		
013 - Atténuations de charges	187 495.25	201 277.52	260 201.00	263 038.92	101.09%	30.68%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	304 346.70	361 902.74	130 033.00	122 568.63	94.26%	-66.13%
74 - Dotations et participations	5 449 310.36	5 466 339.21	5 873 786.00	5 988 324.30	101.95%	9.55%
75 - Autres produits de gestion courante	126 392.96	64 563.38	23 740.00	29 534.13	124.41%	-54.26%
77 - Produits exceptionnels	14 817.64	75 057.24	0.00	0.00	0.00%	-100.00%
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 324.00	11 324.00	17 624.00	5 662.00	32.13%	-50.00%
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	54 780.36	-445 487.11	0.00	-157 432.58		

Le résultat prévisionnel de fonctionnement pour l'année 2023 s'établit à -157 K€. Ce montant, qui reste nettement négatif, est toutefois en amélioration par rapport à l'exercice 2022 (-430K€).

Le CCAS a su contenir en 2023 ses dépenses de fonctionnement (-0.90% soit -59,4K€) malgré le contexte inflationniste et les mesures salariales destinées à soutenir le pouvoir d'achat. Les recettes de fonctionnement sont quant à elles en augmentation de +3.70% (soit +229 K€). Ceci s'explique par le soutien financier accru de la ville, qui a délégué une enveloppe de 4,902 M€ en 2023 contre 4,531 M€ en 2022, soit +371 K€.

L'évolution de la masse salariale de +6.57% (+280K€) est due principalement à l'augmentation du point d'indice au 1^{er} juillet 2023 ainsi qu'au versement de la prime pouvoir d'achat en fin d'année (45 K€), mais également au transfert des tickets restaurant du chapitre 011 vers le chapitre 012 (+99 K€).

L'évolution de -12.8% (-136,3 K€) des charges à caractère général est principalement liée au transfert des tickets restaurants au chapitre budgétaire 012 – dépenses de personnels pour 99 K€.

Les rémunérations d'intermédiaires et honoraires engagées dans le cadre des manifestations culturelles enregistrent une baisse de -25 K€. Les locations immobilières (-29 K€) et les versements d'honoraires divers (-10.4 K€), les dépenses d'affranchissement et de télécommunication (-11.6K€) présentent en 2023 leur niveau normal, sans effets de glissement de charges d'exercice à exercice comme constaté entre 2021 et 2022. Le travail effectué sur le parc de véhicules a permis d'économiser la location d'emplacements de stationnement pour -9K€. Enfin, les adhésions et concours divers (FNADEPA, UNCCAS) diminuent de -3.7 K€, l'adhésion à l'ODAS ayant été prise en charge par la Ville.

Les postes en augmentation sont les suivants :

- Fluides +10K€
- Achats +2K€
- Maintenance et entretien +4K€
- Voyages et déplacements +10K€ (s'expliquant en lien avec des congés bonifiés pour 2 agents)
- Réceptions +5.7K€
- Frais de nettoyage +11K€
- Autres services extérieurs +2.7K€
- Les impôts et taxes sont stables, à hauteur de 13 K€ : il s'agit des taxes foncières et des taxes ordures ménagères pour les bâtiments des UTS qui sont loués à des bailleurs privés.

Les subventions d'équilibre aux budgets annexes ont diminué de -94.5 K€ entre 2022 et 2023 pour s'établir à 662.6 K€ contre 757.1 K€ en 2022. Cette réalisation inférieure aux estimations a été rendue possible grâce à un remboursement de 87K€ au titre du « bouclier tarifaire » pour les résidences autonomie, et grâce à la reprise du résultat positif de +68 K€ au budget des résidences.

Les secours et aides versés par le CCAS aux personnes démunies enregistrent une légère baisse de -6.5K€, après un bond de +33 K€ en 2022. Ceci s'explique notamment par la baisse de l'aide versée aux résidents de la Résidence Rose des Sables pour le maintien du reste à vivre (-9.8 K€). Cette aide financière versée à d'anciens résidents de la résidence « Hameau des Brouettes » relocalisés à la résidence RDS pour couvrir un loyer plus élevé, est amenée à disparaître au rythme des départs des résidents concernés par ce dispositif.

Suite à leur stabilisation en 2022, les recettes de fonctionnement présentent une augmentation de +3.70% (soit +229 K€). Cela s'explique par le soutien financier accru de la ville au CCAS en 2023, qui s'est matérialisé par l'augmentation de la subvention de fonctionnement de +371 K€ entre 2022 et 2023. L'enveloppe déléguée par la ville s'établit à 4,902 M€ en 2023.

Malgré cette amélioration, le résultat de fonctionnement 2023 reste déficitaire. Ceci pèsera, comme au budget primitif 2023, sur l'équilibre du budget 2024 du CCAS, puisqu'il impactera le résultat reporté au budget 2024 et le financement des dépenses de fonctionnement.

b) Les ratios de gestion

L'épargne de gestion est la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette.

L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement.

Enfin, **l'épargne nette** est égale à l'épargne brute diminuée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel.

Sur la période 2020-2023, les épargnes ont évolué comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Budget prévisionnel 2024
Produits réels de fonctionnement	6 303 025 €	6 081 353 €	6 152 951 €	6 403 466 €	6 509 842 €
Charges réelles de fonctionnement	6 138 181 €	5 874 384 €	6 366 224 €	6 407 812 €	6 979 078 €
Epargne de gestion	164 844 €	206 969 €	-213 273 €	-4 346 €	-469 236 €
Intérêts de la dette	17 744 €	15 901 €	14 068 €	20 239 €	19 530 €
Epargne brute	147 100 €	191 068 €	-227 341 €	-24 585 €	-488 766 €
Capital de la dette	119 438 €	90 485 €	81 860 €	83 586 €	85 400 €
Epargne nette ou CAF nette	27 662 €	100 583 €	-309 201 €	-108 171 €	-574 166 €

L'épargne nette, qui était positive jusqu'en 2021, continue à se dégrader lors de l'exercice 2023. Le CCAS a de nouveau dû puiser dans ses ressources propres afin de financer ses sections de fonctionnement et d'investissement.

Comme le CCAS équilibre son budget principal en reprenant ses résultats de manière anticipée, les niveaux d'épargne présentés au BP 2024 indiquent que le CCAS puisera de nouveau dans ses ressources pour financer son activité en 2024.

c) La situation de la dette

L'encours de la dette est le suivant :

Budget Principal	2020	2021	2022	2023	Budget prévisionnel 2024
Encours de la dette au 31/12/N	702 947 €	612 462 €	530 602 €	447 016 €	363 342 €
Annuités en capital	119 438 €	90 485 €	81 860 €	83 586 €	85 400 €
Intérêts de la dette	17 744 €	15 901 €	14 068 €	20 239 €	19 530 €
Taux d'endettement	11%	10%	9%	7%	6%
Charge de la dette	2,18%	1,75%	1,56%	1.62%	1.61%

En 2023, la remontée du taux d'intérêt du livret A a pour effet d'augmenter le remboursement des intérêts. Toutefois, le stock de dette diminue selon l'échéancier normal des remboursements des emprunts en cours. Le CCAS n'a pas contracté de nouvel emprunt en 2023 et n'en prévoit pas en 2024.

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CCAS DE ROUEN POUR 2024

Le transfert de l'EHPAD au Centre Hospitalier du Bois Petit se traduira par la clôture du budget annexe relatif à son activité. De ce fait, le déficit cumulé du budget annexe de l'EHPAD remontera en 2024 sur le budget principal du CCAS. Cette incidence conduira à une augmentation de la subvention municipale au CCAS lors d'une décision modificative du coût global du transfert de la gestion de l'établissement.

Les prévisions 2024 présentées dans le tableau ci-dessous restent provisoires et pourraient, par conséquent, encore légèrement évoluer jusqu'au vote du budget.

Il est à noter que le budget principal du CCAS sera dorénavant présenté selon la norme budgétaire et comptable M57.

Fonctionnement	BP -2023	CA prévisionnel 2023	BP 2024	Evol % BP23/BP24	Evol. € BP24/ BP23
Dépenses	6 741 766 €	6 566 561 €	7 152 467 €	6%	410 701 €
011 - Charges à caractère général	1 053 511 €	925 556 €	1 052 249 €	0%	-1 262 €
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 366 399 €	4 542 498 €	4 857 458 €	11%	491 059 €
65 - Autres charges de gestion courante	1 154 409 €	903 842 €	1 032 841 €	-11%	-121 568 €
66 - Charges financières	12 643 €	20 239 €	19 530 €	54%	6 887 €
67 - Charges spécifiques	0 €	15 677 €	7 000 €	100%	7 000 €
68 - Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			10 000 €	100%	10 000 €
042 - Opérations d'ordre	154 804 €	158 749 €	173 389 €	12%	18 585 €
Recettes	6 741 766 €	6 409 128 €	7 152 467 €	6%	410 701 €
002 - Résultat de fonctionnement reporté	765 285 €	0 €	630 025 €	-18%	-135 260 €
013 - Atténuations de charges	248 601 €	263 039 €	265 558 €	7%	16 957 €
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	130 033 €	122 569 €	79 892 €	-39%	-50 141 €
74 - Dotations et participations	5 534 823 €	5 988 324 €	6 159 502 €	11%	624 679 €
75 - Autres produits de gestion courante	51 700 €	29 534 €	4 890 €	-91%	-46 810 €
77 - Produits spécifiques	0 €	0 €	0 €	0%	0 €
042 - Opérations d'ordre	11 324 €	5 662 €	12 600 €	11%	1 276 €

1- La section de fonctionnement

Dans un contexte économique toujours contraint et incertain, l'objectif essentiel poursuivi par le CCAS dans la préparation de son budget principal 2024 est la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement, sans affaiblir son soutien aux populations les plus défavorisées et fragilisées, encore plus exposées au contexte économique.

Les lignes directrices proposées sont les suivantes :

- Poursuite de l'identification d'économies à réaliser sur l'ensemble des budgets ;
- Rationalisation des crédits alloués sur l'ensemble du budget : les crédits proposés sont adaptés aux consommations réelles constatées sur les deux derniers exercices, effort de prévision et de sincérité budgétaire ;
- Prise en compte des besoins en matière de personnels : dans un contexte de crise des carrières sociales et médico-sociales, il est prévu de remplacer les personnels en arrêt long ou des départs encore non remplacés pour soutenir les équipes. Statutairement, la revalorisation de 1,5% du point d'indice et le bonus de 5 points d'indice s'appliqueront en année pleine.
- Vigilance accrue accordée aux enjeux des budgets annexes subventionnés par la subvention d'équilibre du budget principal, tout en tenant compte des évolutions mécaniques de certaines dépenses indexées (énergies, alimentation, maintenance...) et des réévaluations de marchés prévues en 2024.

a) Les recettes de fonctionnement prévues en 2024

La subvention d'équilibre accordée par la Ville constitue la principale et croissante ressource du budget principal du CCAS. Augmentée à 5,2 M€ au budget 2024, elle représente près de 80% des ressources réelles de fonctionnement au BP 2024, contre 76,5% au CA 2023 et 73% au CA 2022.

Sans nouvelles contributions de partenaires institutionnels ou privés, la Ville délèguera à son CCAS une enveloppe revalorisée de +11,2% en 2024, soit +523.7 K€ par rapport au BP 2023 pour équilibrer l'activité.

Grâce à cette revalorisation importante, la dynamique d'évolution du niveau global des recettes entre 2023 et 2024 est présentée en hausse, à +3.70 %.

Le résultat de fonctionnement 2023, repris de manière anticipée dès le budget primitif 2024, diminué du résultat négatif de l'exercice 2024, s'élève à 630 K€ (contre 765 K€ au BP 2023), soit près de -18%.

La prospection active de nouvelles sources de financement devra constituer un autre axe de développement pour les activités existantes ou à venir, tout comme pour les budgets annexes.

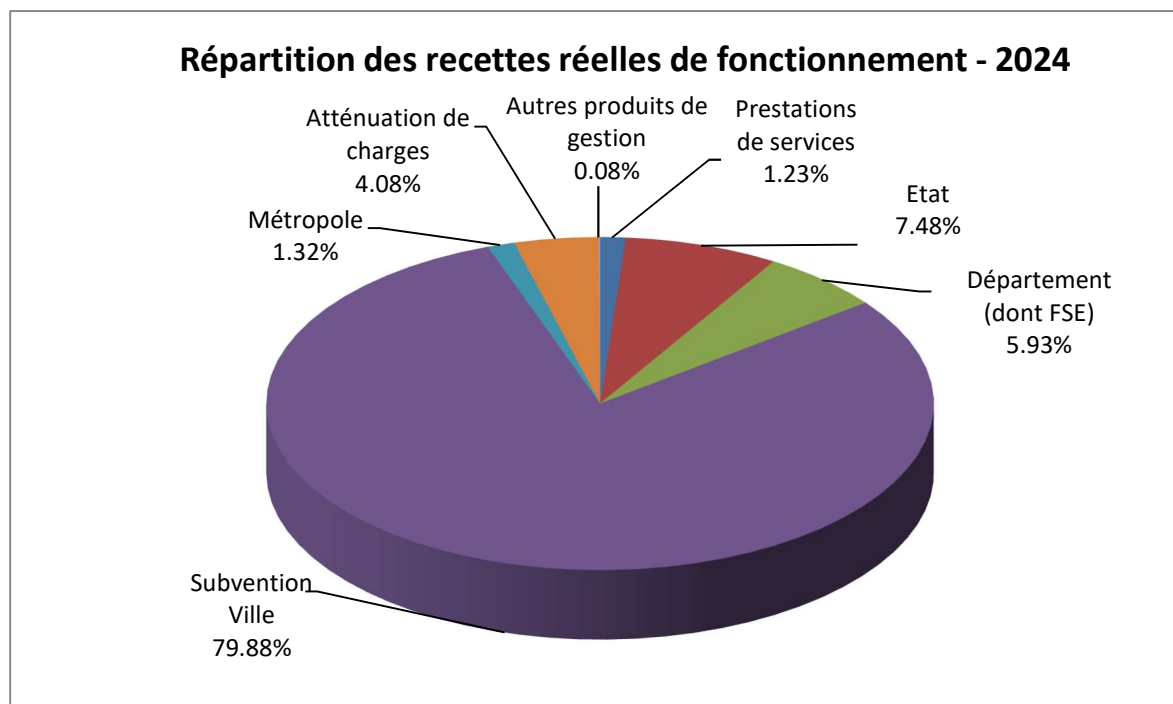
Les produits des services facturés présentent une baisse de 39 %, qui s'explique par la fermeture du service de Téléalarme à la fin du 1^{er} trimestre 2023.

Les recettes en atténuation prévues au chapitre 013 évoluent de +7% (+17K€). Elles comprennent les remboursements de l'assurance statutaire mais aussi la part salariale des chèques déjeuners (3.20€ / chèque) pour l'ensemble du personnel.

Les financements extérieurs (Etat, Département, Métropole) se maintiennent en 2024. Le Programme de Réussite Educative devrait voir sa subvention de l'Etat évoluer dans le courant de l'exercice 2024 avec le nouveau périmètre QPV (Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville) étendu à la rive gauche de Rouen (+50K€ soit +26% en prévision).

Pour le budget principal, en dehors de la ville de Rouen, les financeurs sont principalement :

- L'Etat (Direction Départementale Déléguée de la Cohésion Sociale, l'Agence Régionale de Santé, l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires) ;
- Le Département de Seine-Maritime et le Fonds Social Européen ;
- La Métropole Rouen Normandie ;



La proportion de la subvention de la ville dans les recettes réelles du CCAS représente 80% au BP 2024, contre 79% au BP 2023.

b) La nécessaire régulation de la masse salariale

Les dépenses de personnel représentent au BP 2024 69.6% (contre 65% au BP 2023) de l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement de l'exercice 2024.

Cette évolution de +11% de BP à BP a été calculée à partir des dépenses réalisées en 2023, auxquelles s'ajoutent les mesures présentées ci-dessous :

- L'effet en année pleine de la revalorisation du point d'indice de 1.5% à compter du 01/07/2023 (28.2 K€) ;
- L'attribution de 5 points d'indice à tous les personnels au 01/01/2024 (42 K€) ;
- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) pour 22 K€ ;
- Les avancements de grades et primes individuelles (8 K€) ;
- Une création d'un poste de chargé de mission insertion prévue sur 4 mois (18.3 K€)
- La budgétisation des postes vacants à pourvoir (59.7 K€) ;
- Le remplacement des agents en arrêt long et connus (94.4K€) ;
- Le remplacement des agents au besoin (46.3 K€) ;
- Les enveloppes prudentielles pour indemnités en cas de rupture conventionnelle de contrat (20 K€), règlement de CET (Compte Epargne Temps) à la demande de l'agent (10K€), Allocations de Retour à l'Emploi si perte d'emploi pour motif involontaire (15K€) ;
- La constitution d'une provision pour versement d'un capital décès (10K€) ;
- Les enveloppes pour gratifications des stagiaires rémunérés (3 K€) et services civiques (3K€). Le CCAS délibèrera en mars 2024 pour permettre l'accueil de stagiaires gratifiés et de services civiques.
- La refacturation des personnels mutualisés de la ville au CCAS représente 305.3 K€ en 2024. La refacturation des personnels du PRE (Programme de Réussite Educative) de la ville au CCAS représente 198.9 K€.

Des actualisations pour la cotisation à l'assurance statutaire, pour les tickets restaurants, la médecine du travail et la prévention sont intégrées dans le projet de BP 2024.

Au total, les dépenses de personnels sont présentées en augmentation de +491K€ par rapport au BP 2023, soit +11% dans le budget primitif 2024. Ceci représente un effort conséquent dans le contexte financier actuel du CCAS.

Le service téléassistance a cessé son activité le 21 mars 2023. Le poste de technicien a été supprimé à la fin du 1^{er} trimestre 2023.

c) Les dépenses de fonctionnement hors personnel

Le budget primitif 2024 du budget principal du CCAS englobera les évolutions suivantes :

- Les charges à caractère général sont globalement maîtrisées et sont même en diminution malgré le contexte inflationniste (-1.2K€ par rapport au BP 2023). Le CA 2023 prévisionnel fait état d'une diminution de près de 13% entre 2022 et 2023, soit -136 K€. Ceci est notamment dû au transfert de l'achat des tickets restaurant du personnel au chapitre 012 pour environ 100K€.

Ces charges regroupent :

- Les dépenses de fluides : 97 K€ (contre 115.2 K€ au BP23),
 - Les achats de matières et fournitures : 37.4 K€ (contre 39.4K€ au BP23),
 - Les contrats de prestations de services : 77.2 K€ (contre 104 K€ au BP23),
 - Les locations mobilières, immobilières et charges locatives : 147.7K€ (contre 166.2 K€ au BP23)
 - L'entretien et la maintenance : 160 K€ (contre 151.4K€ au BP23),
 - Les assurances : 8.4 K€ (contre 8.2K€ au BP 23)
 - La documentation et les formations : 42.8K€ (contre 33K€ au BP23),
 - Les honoraires divers et des intervenants pour activités du PRE (Programme de Réussite Educative) : 241.3K€ (contre 172.1K€ au BP 23). L'extension du secteur QPV à la rive gauche justifie l'inscription de 75K€ supplémentaires permettant de soutenir les familles les plus démunies dans la scolarisation et l'éducation de leurs enfants.
 - Les missions et réceptions : 23.7K€ (contre 15.1K€ au BP23),
 - Les frais postaux et télécommunications : 27.5K€ (contre 25.9K€ au BP23),
 - Les autres prestations extérieures (dont frais de nettoyage des locaux) : 124.6K€ (contre 113.5K€ au BP23),
 - Les impôts et taxes : 14.4K€ (contre 16.1K€ au BP23).
- L'évolution des autres charges de gestion courante est estimée en baisse de 11 % par rapport au BP 2023.
Ce chapitre budgétaire comprend notamment les subventions d'équilibre aux budgets annexes, qui représentent 76% des crédits inscrits à ce chapitre (783.4 K€ au BP 2024 contre 853.3 K€ au BP 2023, soit -69.9K€).

Cette évolution favorable des subventions aux budgets annexes est possible grâce à la prise en compte dès le BP 2024 des tarifs d'électricité et de gaz renégociés par la Métropole pour la période 2024/2025. En effet, avec le nouveau marché, la diminution du coût des énergies est estimée à -48% pour l'électricité et -38% pour le gaz.

Compte tenu de la hausse globale des charges de fonctionnement des résidences autonomie et des revalorisations salariales, qui s'appliquent également aux personnels des résidences, du service d'aide à domicile et du CLIC des Aînés, la renégociation du tarif des énergies représente une bouffée d'oxygène pour les finances du CCAS.

L'évolution des recettes des budgets annexes est soumise aux politiques des financeurs et reste très encadrée : tarifs des loyers des résidences autonomie bloqués à +3,5% en raison de l'habilitation à l'aide sociale, tarif plancher de l'heure d'aide à domicile fixé à 23.50 € en 2024 (en hausse de +12% depuis 2021, toutefois). La subvention de fonctionnement du Département au CLIC des Aînés est en légère augmentation (+3%) grâce à l'expérimentation MD2A (Maisons Départementales de l'Autonomie). Les financeurs ont également contribué partiellement au versement du CTI (Complément de Traitement Indiciaire) à la suite du Ségur des métiers de l'accompagnement socio-éducatif.

Le tableau ci-dessous constitue une représentation consolidée des dépenses des trois budgets annexes subventionnés, mis en regard avec la subvention d'équilibre versée du budget principal. Après des perspectives plutôt négatives à la construction du BP 2024 des budgets annexes, le pourcentage de couverture par la subvention d'équilibre se resserre de 22% à 18% entre 2022 et 2023. Ces dispositifs, bien que dépendants à la subvention du budget principal, ont bénéficié de rattrapages des financeurs (notamment dans le cadre du CTI pour les Résidences) ou ont pu trouver des financements complémentaires (Conférence des financeurs pour le CLIC) ou encore optimiser leur organisation (service d'aides à domicile des Résidences).

FONCTIONNEMENT	CA 2022	BP 2023	CA 2023 prévisionnel	BP 2024	Evol. BP 23 / BP 24
RESIDENCES AUTONOMIE					
Groupe I - exploitation courante	950 053 €	816 170 €	987 264 €	1 105 293 €	35%
Groupe II - personnel	847 222 €	855 673 €	980 241 €	1 001 949 €	17%
Groupe III - structure	823 366 €	878 417 €	901 587 €	907 070 €	3%
TOTAL DEPENSES RESIDENCES	2 620 641 €	2 550 260 €	2 869 092 €	3 014 312 €	18%
SUBVENTION EQUILIBRE RESIDENCES	602 785 €	576 947 €	465 750 €	719 678 €	25%
% couverture dépenses par subvention	23%	23%	16%	24%	1%
PRESTATAIRE					
Groupe I - exploitation courante	8 375 €	9 100 €	258 €	1 100 €	-88%
Groupe II - personnel	422 865 €	399 193 €	452 071 €	408 680 €	2%
Groupe III - structure	21 715 €	24 895 €	21 140 €	23 895 €	-4%
TOTAL DEPENSES PRESTATAIRE	452 955 €	433 188 €	473 469 €	433 675 €	0%
SUBVENTION EQUILIBRE PRESTATAIRE	106 880 €	143 828 €	101 150 €	79 439 €	-45%
% couverture dépenses par subvention	24%	33%	21%	18%	-15%
CLIC DES AINÉS					
Groupe I - exploitation courante	17 613 €	15 720 €	25 621 €	19 188 €	22%
Groupe II - personnel	249 952 €	273 717 €	303 459 €	301 497 €	10%
Groupe III - structure	27 974 €	32 451 €	80 958 €	35 998 €	11%
TOTAL DEPENSES CLIC	295 539 €	321 888 €	410 038 €	356 683 €	11%
SUBVENTION EQUILIBRE CLIC	47 500 €	132 524 €	95 747 €	129 960 €	-2%
% couverture dépenses par subvention	16%	41%	23%	36%	-5%
TOTAL BUDGETS M22 SUBVENTIONNES	3 369 135 €	3 305 336 €	3 752 599 €	3 804 670 €	15%
SUBVENTION EQUILIBRE	757 165 €	853 299 €	662 647 €	929 077 €	9%
% couverture dépenses par subvention	22%	26%	18%	24%	-2%

Les crédits alloués aux secours et aides versés aux personnes les plus fragiles sont stables (205.7K€ en 2024 contre 219.6K€), à l'exception :

- Du dispositif AMI (Aide Municipale Individualisée) : 1.8K€ (soit -5.2K€). Le nombre de dossiers déposés pour les relogements ne nécessite pas de mobiliser 7K€ chaque année.
- De l'aide versée aux résidents RDS pour le maintien du reste à vivre (6.6K€ soit -9K€) : Cette aide financière versée à d'anciens résidents de la résidence « Hameau des Brouettes » relocalisés à la résidence RDS pour couvrir un loyer plus élevé, est amenée à disparaître après le départ des résidents concernés.

2- La section d'investissement

Investissement	BP -2023	CA prévisionnel 2023	BP 2024	Evol % BP23/BP24	Evol. € BP24/ BP23
Dépenses	339 057.02 €	245 504.06 €	274 136.00 €	-19.15%	-64 921.02 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	105 587.00 €	104 994.50 €	85 700.00 €	-18.83%	-19 887.00 €
20 - Immobilisations incorporelles	42 000.00 €	30 452.40 €	98 013.00 €	133.36%	56 013.00 €
21 - Immobilisations corporelles	180 146.02 €	98 733.16 €	77 823.00 €	-56.80%	-102 323.02 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	11 324.00 €	11 324.00 €	12 600.00 €	11.27%	1 276.00 €
Recettes	339 057.02 €	167 949.62 €	274 136.00 €	-19.15%	-64 921.02 €
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	175 678.02 €	0.00 €	92 947.00 €	-47.09%	-82 731.02 €
10 - Dotations, fonds divers et réserves	7 200.00 €	8 960.63 €	7 800.00 €	8.33%	600.00 €
13 - Subventions d'investissement	0.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00%	0.00 €
16 - Emprunts et dettes assimilées	1 375.00 €	240.00 €	0.00 €	-100.00%	-1 375.00 €
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	154 804.00 €	158 748.99 €	173 389.00 €	12.01%	18 585.00 €

La section d'investissement est notamment financée par la reprise du solde positif du résultat d'investissement 2023.

Celui-ci est en baisse en raison du résultat d'investissement négatif constaté en 2023 de -82.7 K€. Le montant à reporter au budget 2023 sera de 92.9 K€ en 2024 contre 175,6 K€ en 2023, et 291,2 K€ en 2022.

La section d'investissement permettra toutefois différentes acquisitions, la finalisation de travaux informatiques, divers travaux d'aménagement ainsi que l'achat de mobilier, dont :

- Les évolutions logicielles, l'accord d'entreprise Microsoft (98 K€),
- Les travaux dans les différents bâtiments du CCAS (27 K€),
- Le renouvellement du parc informatique et de matériels d'infrastructure informatique (35.5 K€),
- L'achat de mobiliers (9.3 K€),
- L'acquisition de divers autres matériels amortissables, dont le matériel au titre de la prévention (6K€).

En outre, la section d'investissement supporte le remboursement (85.4 K€ en 2024) des deux emprunts contractés pour des travaux à la Maison des Aînés et au siège du CCAS (cf. page 6).

Le budget principal du CCAS ne comporte pas d'investissements pluriannuels. Les investissements structurants sont portés par la Ville et refacturés au CCAS au fil des travaux. Les bâtiments des résidences autonomie vont nécessiter des travaux de rénovation à l'avenir. Les acquisitions de logiciels coûteux sont en général portées par le budget principal.

La question du financement de la section d'investissement du CCAS devra être précisée lors de l'exercice 2024. Il est à noter que la section d'investissement du CCAS est sous-financée et que ses besoins dépassent le montant des inscriptions budgétaires en 2024. Faute d'avoir pu dégager un résultat de fonctionnement excédentaire lors des deux derniers exercices, aucun virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement n'a pu être effectué pour soutenir la section d'investissement. Pour financer ses investissements, le CCAS a par conséquent puisé dans son résultat d'investissement (347.8 K€ en 2021 contre 92.9K€ en 2024 soit -254.9K€ en 3 exercices).

Afin d'accroître les recettes d'investissement, des travaux d'optimisation de la récupération du FCTVA (Fonds de Compensation pour la TVA) seront engagés ainsi que la recherche de financements auprès des financeurs.

3- Les missions développées

En 2024, le CCAS poursuivra les orientations fixées par la municipalité et mettra en œuvre la politique sociale et solidaire sur la commune. Il continuera à renforcer son intervention auprès des publics les plus fragiles, sur les territoires qui en ont le plus besoin, avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs.

a) Une mission quotidienne d'accompagnement social et d'aide à l'accès aux droits et d'actions créatrices de lien social

- ✓ Le CCAS organise une réponse de proximité sur la commune de Rouen pour être au plus près des Rouennais les plus en fragilité. Quotidiennement, les équipes du CCAS accueillent et accompagnent des personnes rencontrant des difficultés ponctuelles ou plus structurelles, que ce soit au sein des 3 Unités de Travail Social, à la Domiciliation, à l'accueil de jour La Chaloupe, ou encore à l'Atelier.

- ✓ Il est à noter qu'à la suite des violences urbaines de juin 2023 au cours desquelles le centre administratif du Châtelet a été incendié, le CCAS et la Ville ont travaillé à la relocalisation sur les Hauts de Rouen de l'Unité de Travail Social qui y était implantée. Elle est désormais installée sur le quartier de la Grand Mare. Sur 2024, quelques achats en petit mobilier et matériel seront à prévoir pour finaliser la bonne installation de l'équipe. Par ailleurs, une attention sera portée au bon fonctionnement des équipes et au maintien de la qualité de l'accueil du public (sur 2023 des difficultés ont été rencontrées en lien avec des absences longues d'agents).
- ✓ En 2024, le CCAS s'attachera aussi à repenser les modalités d'accueil des usagers au sein du rez-de-chaussée du 2 rue de Germont dans un souci d'apaisement, de renfort de la confidentialité et d'amélioration de la qualité de l'accueil ; à ce titre, une redéfinition des espaces d'accueil pourra être préconisée.
- ✓ Les travailleurs sociaux du CCAS poursuivront l'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le cadre de la convention passée avec le Département (1120 bénéficiaires du RSA accompagnés en simultané). A noter l'organisation sur l'année 2024 de rencontres régulières entre nos professionnels et les opérateurs de l'insertion professionnelle de notre territoire afin de faciliter les parcours d'insertion des bénéficiaires accompagnés.
- ✓ Le maintien des crédits dédiés aux allocations communales de solidarité, dispositif facultatif mis en place par le CCAS et levier précieux de l'accompagnement social des personnes les plus démunies.
- ✓ En complémentarité de l'accueil et de l'accompagnement individuel, le CCAS continuera en 2024 à renforcer la mise en place de projets collectifs et partenariaux et d'actions créatrices de lien social : Noël solidaire, maraudes culturelles et littéraires pour gens de la rue, actions collectives des UTS pour sortir de l'isolement et renforcer les compétences psychosociales (sport santé, actions culturelles, action logement, éco gestes, parentalité).
- ✓ Par ailleurs, en 2024, le CCAS, en lien avec la Ville, poursuivra le renforcement de l'inclusion numérique à toutes les échelles : développement de la création de coffre-fort numériques, France Services, soutien et coordination de l'action seniors connectés en lien avec Rouen Seniors, permanences de conseiller numérique et des écrivains publics au sein de différents services du CCAS...

b) La lutte contre l'isolement des personnes âgées et la prévention de la perte d'autonomie

L'année 2023 a permis de poursuivre les actions collectives et des temps forts à destination des personnes âgées et des aidants. La Ville et le CCAS de Rouen se mobilisent pour impulser une dynamique nouvelle en lien avec les enjeux du vieillissement qui sont plus que jamais des priorités.

Pour 2024, il s'agira de :

- poursuivre le développement du travail en transversalité entre services et un renforcement des partenariats,
- de travailler au rapprochement des équipes du CLIC avec les travailleurs sociaux APA dans une phase d'expérimentation pour la mise en place de la Maison Départementale de l'Autonomie et des Aidants 76
- de poursuivre la démarche de préparation aux évaluations externes de la qualité programmées pour le CLIC et les résidences autonomie avant la fin 2024. Il s'agit de répondre

aux critères du nouveau référentiel de la qualité des établissements et services sociaux et médico- sociaux, selon la procédure définie par la Haute Autorité de Santé en avril 2022.

- de lancer la réforme des services autonomie à domicile dont les textes ont été publiés en juillet 2023. Cette réforme oblige le SSIAD à s'adjoindre un service d'aide et d'accompagnement à domicile dans une logique de coordination de parcours au bénéfice des patients. Elle est pilotée conjointement par l'ARS et le Département. Le service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile géré par le CCAS, actuellement déployé sur les résidences autonomie, va donc évoluer pour fusionner avec le SSIAD pour devenir à terme, un Service Autonomie à domicile (SAD).
- de permettre une évolution des événements festifs et manifestations pour se recentrer vers le public isolé
- d'assurer le transfert de gestion de l'EHPAD au 1er avril 2024

c) Le renforcement de la réussite éducative, de l'insertion professionnelle et de l'accès à l'emploi des Rouennais

- ✓ Le renforcement du Programme de Réussite Educative dans le contexte d'élargissement de la géographie prioritaire :

Le Programme de Réussite Educative (PRE) est un dispositif d'accompagnement d'enfants et de jeunes âgés de 2 à 16 ans résidant dans les QPV et qui présentent des signes de vulnérabilité en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés.

La gestion opérationnelle du dispositif est assurée par la Direction des Temps de l'Enfant de la Ville et la gestion financière et administrative du PRE est assurée par le CCAS de Rouen.

Compte tenu de l'élargissement de la géographie prioritaire, les moyens du PRE seront renforcés en 2024 afin de pouvoir accompagner de nouvelles familles sur le secteur de la Rive Gauche. Un poste supplémentaire sera notamment nécessaire.

- ✓ La poursuite du développement de la politique d'insertion socio-professionnelle

En 2022, un Chargé du développement de la politique d'insertion professionnelle a été recruté au CCAS afin de redéfinir et décliner les axes prioritaires en matière d'insertion professionnelle et d'emploi. Afin de poursuivre le développement et la mise en œuvre opérationnelle de cette politique, le CCAS procèdera à la création d'un poste supplémentaire en cours d'année 2024 afin d'accompagner en particulier le renforcement de la géographie prioritaire sur la Rive Gauche.

Un des axes de travail prioritaire sur l'année 2024 sera l'aboutissement de la préparation du projet expérimental Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (dépôt du dossier au printemps pour un agrément avant de la fin de l'année 2024).

d) La politique d'accueil en faveur des migrants

La Ville de Rouen met en œuvre depuis plusieurs années une politique globale d'accueil des migrants par la mobilisation de ses services municipaux dans les champs notamment de l'Education, de la Parentalité, de l'accessibilité aux loisirs ou encore de l'accompagnement dans l'accès aux droits.

En 2024, le C.C.A.S poursuivra son engagement pour l'inclusion des personnes exilées en :

- Poursuivant sa participation aux groupes de travail dans le cadre de la démarche « Rouen Ville Accueillante », pilotée par la DSCS en lien avec les autres directions de la Ville et les associations
- Prenant en charge de nuitées d'hôtel dans le cadre de l'urgence pour des publics exilés particulièrement fragiles (familles avec enfants en bas âge, jeunes majeurs, ...) ;
- Renforçant l'accompagnement sociojuridique à destination des publics exilés ;
- Soutenant les campagnes de sensibilisation dans le cadre d'événements (journée internationale des migrants, parrainages républicains, ...).
- En mettant en place une équipe projet autour de la création d'une carte citoyenne de la Ville de Rouen

e) L'accompagnement de l'évolution du territoire :

- ✓ Une nouvelle géographie prioritaire à prendre en considération :

Dans le cadre de l'élaboration des nouveaux contrats de ville, la géographie prioritaire a été révisée. Sur Rouen, son évolution est particulièrement importante avec une extension du QPV de Grammont aux secteurs Saint Sever et Orléans.

Il conviendra donc que les services du CCAS se mobilisent et accompagnent le renforcement des interventions au bénéfice de ces nouveaux territoires prioritaires.

A cet égard, la dynamique impulsée par le CCAS, en co-portage avec le Département, dès 2020 pour créer et faire vivre le réseau des acteurs sociaux du centre-ville Rive Gauche sera un levier précieux qu'il conviendra de renforcer pour favoriser l'émergence de nouvelles réponses de territoire.

- ✓ L'Elaboration du projet de direction en 2024 dans la continuité de l'ABS

En 2023, le CCAS a choisi de s'appuyer sur un prestataire extérieur, le COMPAS, pour la réalisation du portrait social rouennais ainsi que l'identification des besoins sociaux et des enjeux prioritaires en termes de politique communale d'action sociale.

Il a fait l'objet de temps d'analyse partagés en interne et avec nos partenaires afin que chacun se l'approprie.

Dans la continuité de cette démarche, la DSCS formalisera en 2024 son projet de direction destiné à préciser les principaux enjeux et les orientations prioritaires d'ici la fin du mandat.

A l'instar des autres années, le CCAS de Rouen poursuivra en 2024 son effort pour adapter au mieux ses réponses sociales à l'évolution des besoins des plus fragiles dans une logique de responsabilité budgétaire.